

Conférence de presse accordée par le Directeur Général d'AgroParisTech (Gilles Trystram) et la Présidente d'AgroParisTech Alumni (Marie-Christine Huau) à AEF – 5 décembre 2017

AEF : Fin du suspense, le CA d'AgroParisTech s'est enfin exprimé ce 5 décembre et a décidé de s'engager dans la construction de l'Université Paris-Saclay par 27 voix pour, 9 contre, 6 abstentions et 1 refus de vote ([lire sur AEF](#)). Êtes-vous soulagé ?

Gilles Trystram : Je suis surtout très content du débat que nous avons mené en interne, du temps que nous lui avons donné, et de la participation de tous. Les deux projets étaient bons et pouvaient convenir à AgroParisTech, et nous avons été attentifs à ne pas fracturer l'établissement. Avec le temps, un point de vue majoritaire s'est dégagé, et je suis heureux de la façon dont le processus s'est déroulé.

AEF : Vous êtes-vous engagé personnellement pour un projet ?

Gilles Trystram : J'ai laissé le débat se faire, mais j'ai en effet présenté au nom de la direction générale le point de vue visant à l'engagement dans le projet de l'Université Paris-Saclay.

AEF : Pourquoi ne pas avoir également organisé de vote sur l'autre projet, NewUni ?

Gilles Trystram : Le débat interne a abouti à ce que tous les conseils de l'établissement se prononcent en faveur de l'Université Paris-Saclay, donc il était logique que la question posée au CA porte sur ce projet - qui par ailleurs était le seul projet d'idex. Bien sûr, nous avons eu des remarques en CA à ce sujet, des discussions sur le fait de savoir pourquoi on ne votait pas sur NewUni, mais je n'ai aucun état d'âme, j'ai dit que NewUni était aussi un bon projet.

AEF : Une motion a été votée préalablement au vote et adoptée par 27 voix pour, 0 contre et 16 abstentions. Elle affirme que la personnalité morale et juridique d'AgroParisTech "doit être intégralement conservée quelles que soient les évolutions institutionnelles futures". Quelles garanties pouvez-vous apporter à vos administrateurs à ce sujet, puisque le projet de loi sur les expérimentations n'est pas encore connu ? Les conférences sont d'ailleurs inquiètes ([lire sur AEF](#))...

Gilles Trystram : Cette motion, portée par des membres élus du CA, allait exactement dans le même sens que ma présentation, puisque j'ai toujours posé en condition sine qua non le maintien de notre PMJ. Si la PMJ n'est pas maintenue, nous sortirons du processus, que ce soit au bout d'un an ou de dix. Certes, on ne connaît pas le texte de loi, mais le texte est un cadre politique et c'est dans ce cadre que les établissements s'engagent. Je suis par ailleurs solidaire de la déclaration CGE/Cdefi et serai attentif aux conditions de sortie.

Marie-Christine Huau : Aujourd'hui, il y a une trajectoire, un cadre, sur la base d'un projet dans lequel chacun garde son identité. Nous avons acté cela à travers la motion. Si l'e est confirmé, il y aura tout un travail à faire sur les statuts de préfiguration de la future université. C'est une forme de garde-fou pour nous. A l'issue des dix années d'expérimentation, il y aura une évaluation, puis un libre-choix. Ce côté expérimentation est novateur, cela nécessite d'avancer pas à pas. La motion est un point de vigilance, et toutes les composantes représentatives de la gouvernance de l'école ont été dans le même sens.

AEF : Comment envisagez-vous vos liens avec l'École polytechnique maintenant, et plus largement NewUni, et craignez-vous les effets de la concurrence entre les deux ensembles ?

Gilles Trystram : Je ne souhaite pas que la concurrence puisse porter ombrage à nos partenariats : nous avons des doubles diplômes avec l'ENSAE, des accueils croisés d'étudiants avec l'X, des cours de 3e année co-construits, et il n'y a aucune raison que cela change. AgroParisTech est autonome et définit ses partenariats en fonction de l'intérêt des étudiants. Je serai heureux d'accueillir des étudiants de Télécom ParisTech ou de l'X et vice-versa. Quant aux nouveaux partenariats, nous ne sommes fermés à rien, nous regarderons au cas par cas. Nous construisons un projet avec un groupe, donc nous serons forcément plus souvent en lien avec ses membres, mais cela n'est pas dans une logique exclusive et nous restons dans une logique de partenariats avec NewUni, comme avec l'université de Lorraine ou avec l'Université de Montpellier. Je n'ai pas de raison de mettre en opposition deux systèmes.

AEF : Votre choix pourra être perçu négativement par la communauté polytechnicienne. Craignez-vous de potentielles représailles de la part de la "superstructure" ?

Gilles Trystram : AgroParisTech a de bonnes relations avec la "superstructure", et nous ne sommes pas du tout dans ce type d'état d'esprit. C'est une question qui ne se pose absolument pas. Par ailleurs, ce n'est pas rejeter un projet que de choisir l'autre : les deux ont du sens, les deux ont des partenaires de qualité, mais une préférence s'est portée sur le projet universitaire dans l'établissement. Je n'envisage même pas qu'il puisse y avoir des "représailles".

Marie-Christine Huau : AgroParisTech est un spécialiste de la gestion de la complexité. Les choses ne sont pas binaires. La France n'a pas besoin de ça. Au contraire, AgroParisTech peut jouer un rôle liant, que ce soit avec l'X ou avec d'autres écoles. NewUni est un projet en construction, il n'y a pas de "gagnant-perdant". Ce serait une erreur collective de le voir ainsi. Le choix fait par AgroParisTech s'explique par sa volonté de continuer une trajectoire déjà lancée. L'émergence de deux pôles a permis de poser les bonnes questions, d'être plus vigilants, et d'aboutir à ce que le modèle grande école soit préservé tout en ayant plus de visibilité. Ce n'est que le début de l'histoire.

AEF : L'association des anciens penchait-elle pour NewUni, comme cela a été entendu, et est-elle déçue du résultat du vote ?

Marie-Christine Huau : Il y a eu des questionnements, des inquiétudes légitimes, notamment quand on ne connaît pas bien le dossier ; certains ont pu penser qu'il s'agissait de mettre les universités d'un côté et les grandes écoles de l'autre. Tout le travail a consisté à expliquer que les deux projets étaient de construire des universités à visibilité mondiale, que nous avons la chance, par notre double culture grande école et universitaire, d'être dans l'un ou dans l'autre, et qu'il fallait éviter la pire des situations, qui aurait été que l'école aille dans un sens et les anciens dans l'autre. Le Conseil d'Administration de l'association des anciens a voté à l'unanimité la position pour le projet de l'Université Paris Saclay
, les gens qui s'interrogeaient ont fini par considérer qu'il était logique d'aller dans l'Université Paris-Saclay, en étant vigilant et en ne rompant pas avec notre double culture. Nous avons consulté, analysé les dossiers, validé, amendé, affiné la position, et

ceux qui s'interrogeaient ont fini par considérer qu'il était logique d'aller dans l'Université Paris-Saclay, en étant vigilant et en ne rompant pas avec notre double culture.

. Nous allons continuer le travail d'explication auprès des anciens.

AEF : Les élus du plateau de Saclay se montrent actuellement très inquiets sur la question des transports, avec une menace qui pèse sur la réalisation de la ligne 18 du métro. Ce risque fragilise-t-il votre choix ?

Gilles Trystram : Nous soutenons toutes les initiatives prises pour peser en faveur de la construction du métro, qui est indispensable. Ce serait une absurdité que de ne pas décider de sa construction. Quant au risque actuel, je ne sais pas s'il est plus élevé aujourd'hui qu'il y a quelques mois, je n'ai aucune information là-dessus, mais j'ai toujours dit que les transports étaient un sujet d'inquiétude pour AgroParisTech. Cela n'a pas changé.

AEF : Le projet de regroupement des écoles nationales d'agronomie du ministère de l'Agriculture ([lire sur AEF](#)) peut-il perturber votre intégration au sein de l'Université Paris-Saclay ?

Gilles Trystram : Non, pas a priori. A vrai dire ce n'est pas connecté ni traité ainsi pour le moment. Chaque chose en son temps. AgroParisTech a l'expérience d'une implantation nationale.